

Perspectives dégradées pour la construction

Le secteur de la construction demeure globalement dans une situation favorable en 2022, mais plusieurs indicateurs témoignent d'une perte de dynamisme depuis le printemps. Des difficultés au niveau de l'offre persistent cette année, auxquelles viennent s'ajouter des signaux négatifs sur la demande adressée à cette branche.

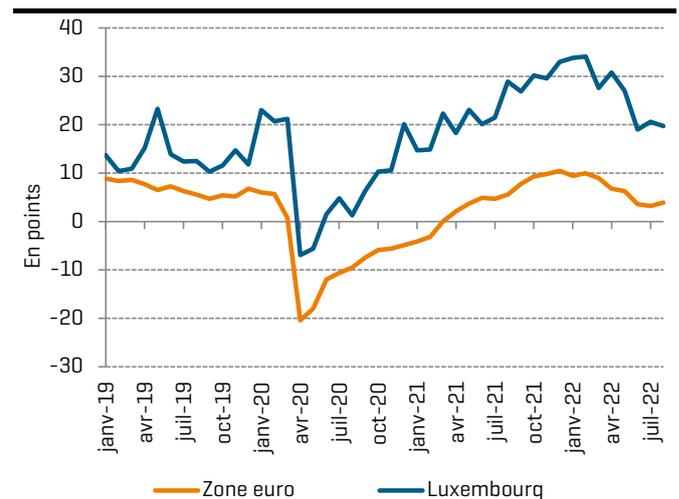
La production des entreprises de la construction avait nettement rebondi en 2021, après une année 2020 marquée par les conséquences de la crise sanitaire [avec notamment un mois complet de mise à l'arrêt de tous les chantiers]. Elle a presque retrouvé son niveau d'avant-crise dès la mi-2020 et s'est globalement stabilisée par la suite. La remontée de la production a toutefois été plus marquée pour les entreprises du bâtiment et du génie civil que pour celles des activités spécialisées [travaux de couverture, charpentes, installations techniques et parachèvement].

La confiance des entrepreneurs de la construction a atteint un sommet au 1^{er} trimestre 2022. Cet indicateur est basé sur deux questions de l'enquête de conjoncture du STATEC concernant d'une part l'état du carnet de commandes et, d'autre part, les perspectives d'évolution de l'emploi au cours des 3 prochains mois. Ces deux composantes de l'indicateur de confiance se sont cependant dégradées au 2^e trimestre [avec en particulier un net repli au niveau des carnets de commande en juin] et se sont stabilisées en juillet et août [dernière donnée disponible]. Les données de production collectées entre temps montrent effectivement un repli de la production au 2^e trimestre [-4,2% sur un trimestre]. Malgré cette récente baisse du moral des entreprises de la construction, il demeure encore à un niveau historiquement élevé. Ces tendances relevées pour le secteur de la construction du Luxembourg sont très comparables à celles observées en zone euro.

Des problèmes d'offre se faisaient déjà ressentir en 2021: en effet, malgré l'appréciation des carnets de commandes [signalant une demande croissante], la production se montrait relativement stable. Ces problèmes d'offre tenaient à deux facteurs. D'une part des difficultés d'approvisionnement pour certains matériaux, un phénomène mondial lié à une forte reprise de la demande après la pandémie [créant des pénuries, des ruptures dans les chaînes logistiques], avec à la clé une forte augmentation des prix des intrants [et une hausse subséquente des prix des prestations de construction] et un allongement des délais d'exécution des travaux. D'autre part, une hausse des difficultés de recrutement [signalées par les enquêtes de conjoncture, où l'on demande aux entreprises si le manque de main-d'œuvre pèse sur leur production].

Ces problèmes d'offre subsistent en 2022 [ils se sont même renforcés concernant les problèmes de recrutement], mais – sur base des tendances les plus récentes évoquées ci-avant – la demande semble à son tour affectée. Le contexte conjoncturel

INDICATEURS DE CONFIANCE DANS LA CONSTRUCTION



Sources: Commission européenne, STATEC [données désaisonnalisées - dernier point: août 2022]

[marqué par une très forte inflation] et les perspectives d'activité pour cette année et l'année prochaine se sont largement dégradés, pesant sur la confiance des ménages et des entreprises. Ces éléments constituent des signaux très négatifs en matière de consommation et d'investissement [et donc aussi pour la demande adressée au secteur de la construction].

Pressions à la hausse sur les prix

La progression des prix à la production dans la construction avoisine 15% sur un an au 2^e trimestre 2022 au Luxembourg [un record historique et un résultat comparable à ceux de nombreux pays de la zone euro sur la même période]. Cette hausse des prix des prestations de construction peut évidemment constituer un frein pour la demande des consommateurs et des entreprises, déjà confrontés à une forte hausse de l'inflation générale et de la facture énergétique. La remontée des taux d'intérêt vient par ailleurs peser sur leur capacité d'emprunt et l'on constate au Luxembourg comme en zone euro une baisse de la demande de crédits immobiliers au cours des derniers mois¹.

Certains industriels en Europe – notamment dans les domaines du verre et de l'acier – ont déjà fait part de leur décision de suspendre leur production durant l'hiver prochain pour des raisons de rentabilité face à la hausse des prix de l'énergie. Cela pourrait éventuellement renforcer les difficultés d'approvisionnement pour certains matériaux utilisés dans le secteur de la construction.

¹ Cf. Conjoncture Flash du mois d'août 2022, page 2: <https://statistiques.public.lu/dam-assets/catalogue-publications/conjoncture-flash/2022/flash-08-22.pdf>

International 1/2

INDICE DE TENSIONS SUR L'OFFRE MONDIALE



Source: Federal Reserve Bank of New York (Global Supply Chain Pressure Index)

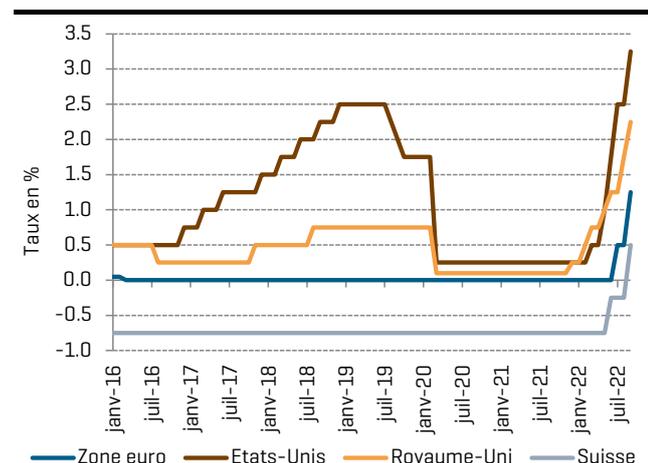
De moindres tensions sur l'offre

Des difficultés d'approvisionnement demeurent à l'échelle mondiale, mais celles-ci semblent progressivement s'estomper. Ce constat s'appuie sur le Global Supply Chain Pressure Index élaboré par la Réserve Fédérale de New York et diffusé depuis le printemps 2022. Cet indice est calculé à partir d'indicateurs de coût du fret maritime et aérien ainsi que des données issues des enquêtes des directeurs d'achat (PMI, Purchasing Manager Indices) portant sur les délais de livraisons, les volumes de commandes non finalisés (backlogs) et les achats de stocks.

L'indice avait grimpé en flèche au début de 2020 avec l'éclatement de la pandémie de COVID-19, puis s'était résorbé avec la levée des restrictions. Il est nettement reparti à la hausse tout au long de 2021 sous l'effet des nouvelles vagues d'infections (et des confinements associés) et de la forte reprise de la demande de biens (en particulier aux Etats-Unis) qui a généré des goulets d'étranglement dans les chaînes productives et logistiques. Il a repris une tendance baissière en 2022 (avec une brève remontée en avril liée aux confinements en Chine et à la hausse des prix de l'énergie dans le sillage de la guerre en Ukraine), mais demeure en août encore supérieur à sa moyenne de long terme (égale à 0).

International 2/2

PRINCIPAUX TAUX D'INTÉRÊT DIRECTEURS



Source: Macrobond

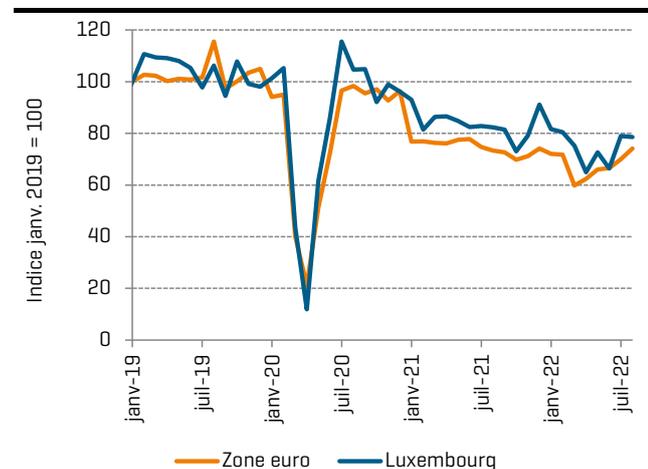
La hausse des taux d'intérêt directeurs s'accélère

La forte inflation, qui devrait demeurer bien supérieure à l'objectif de 2% pendant une période prolongée, pousse les banques centrales à durcir leur politique monétaire plus rapidement en relevant leurs taux directeurs plus fortement. En septembre, la Banque centrale européenne (BCE) a procédé à une hausse historique de 75 points de base de ses trois taux directeurs. La Banque d'Angleterre, qui a été l'une des premières à relever ses taux à la fin de 2021, a procédé à une 2^e hausse consécutive de 50 points de base (soit la 7^e hausse depuis décembre dernier). La Réserve fédérale américaine a quant à elle procédé à trois hausses de taux consécutives de 75 points de base.

Le relèvement des taux d'intérêt directeurs s'observe dans un nombre croissant de pays et devrait continuer au cours des prochains mois "afin de freiner la demande et d'éviter le risque d'un glissement à la hausse persistant des anticipations d'inflation" selon la BCE. En freinant la demande, le durcissement des conditions monétaires va néanmoins fortement peser sur la croissance des économies avancées.

Consommation

NOUVELLES IMMATICULATIONS DE VOITURES PARTICULIÈRES



Sources: SNCT, ACEA, STATEC (données désaisonnalisées - dernier point: août 2022)

Les ventes de véhicules demeurent faibles

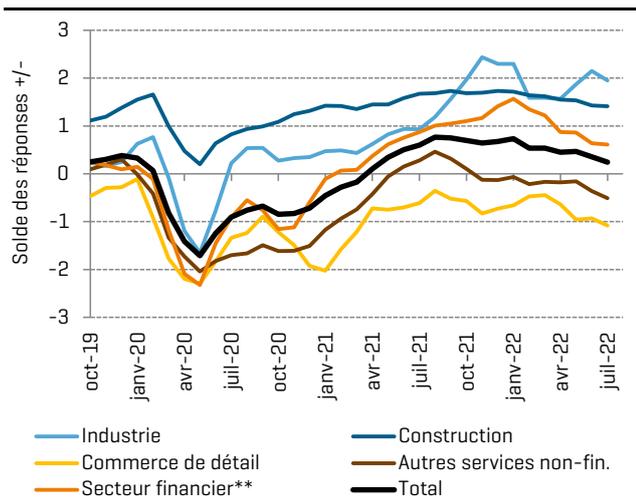
C'est une troisième année consécutive de repli qui se profile pour les ventes de voitures particulières. Sur les 8 premiers mois de 2022, les nouvelles immatriculations affichent une baisse de 11% sur un an au Luxembourg, très proche du résultat de la zone euro [-12% sur la même période].

Sur base des données désaisonnalisées, les immatriculations de voitures tendent depuis peu à remonter (après un point bas en mars dans la zone euro, en avril au Luxembourg), mais le rétablissement est encore timide - avec un déficit d'environ 20% par rapports aux niveaux pré-COVID. On observe conjointement une reprise de la production de l'industrie automobile en Europe [+20% entre mars et juillet 2022], même si celle-ci n'est pas uniforme entre les différents Etats membres (elle est assez marquée en Pologne, en Tchéquie et aux Pays-Bas, mais bien plus modérée en Italie et en Espagne).

Du côté des véhicules commerciaux, les immatriculations repartent à la baisse cette année (après un rebond en 2021). Le repli est toutefois moins marqué au Luxembourg [-15% sur un an sur les 8 premiers mois] qu'en zone euro [-20%].

Marché du travail

PERSPECTIVES D'EMPLOI DES ENTREPRISES LUXEMBOURGEOISES*



Sources: STATEC, Commission européenne (Enquêtes de conjoncture)
* séries standardisées et lissées sur 3 mois, ** de la zone euro

Les perspectives d'emploi se dégradent

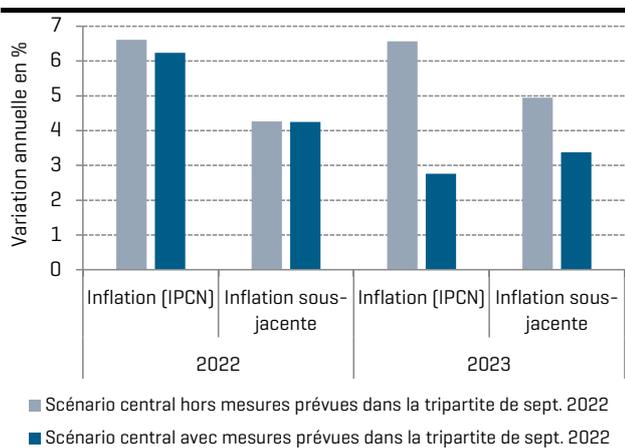
Alors que l'emploi reste encore très dynamique jusqu'au 2^e trimestre 2022 dans la zone euro (+0.4% sur un trimestre) et au Luxembourg (+0.8%), les perspectives tendent à se détériorer depuis le début de l'année.

Au niveau européen, toutes les branches sont concernées, même si en août (dernière donnée disponible), une légère remontée s'observe, notamment dans la construction. Au Luxembourg par contre, les intentions de recrutement dans l'industrie restent toujours relativement élevées jusqu'en août 2022. Au niveau des services non-financiers (qui représentent 1/3 de l'emploi), ce sont surtout les services de publicité et d'études de marché, de poste et courrier, d'édition et de programmation et conseil informatique qui notent les perspectives les plus sombres.

Pour le mois d'août, les premières données disponibles témoignent d'un ralentissement de l'emploi (à +3.4% sur un an, après +3.6% en T2 et +3.7% en T1) et d'une remontée du chômage (à 4.8% de la population active, après une stabilisation à 4.7% de mars à juillet).

Inflation

PRÉVISIONS D'INFLATION AVEC ET SANS MESURES "TRIPARTITE"



Source: STATEC

Note : Les mesures prévoient une baisse de la TVA de 1 point de % (taux normal, intermédiaire et réduit), un gel des prix de l'électricité en 2023, une limitation de la hausse du prix de gaz à +15% par rapport au niveau actuel et une réduction du prix du mazout de 15 cents par litre.

Baisse des prévisions d'inflation suite à la tripartite

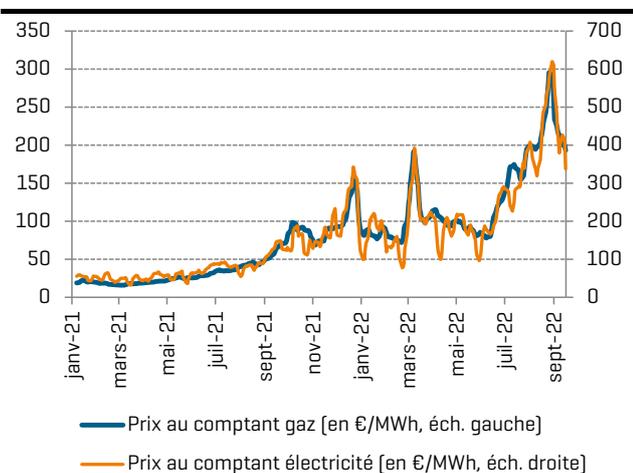
Le STATEC a effectué une mise à jour de ses prévisions d'inflation en y intégrant l'impact de l'emballement récent sur les marchés de l'énergie mais aussi les nouvelles mesures décidées à l'issue des négociations tripartites.

Ces mesures lèvent temporairement les incertitudes autour des prix de l'énergie au Luxembourg et permettent de ralentir la dynamique des prix à la consommation.

Les nouvelles prévisions tablent ainsi sur un taux d'inflation de 6.2% en 2022 (6.6% lors des prévisions du début du mois de septembre) et de 2.8% en 2023 (contre 6.6%). L'inflation sous-jacente atteindrait en 2022 des niveaux historiquement élevés (4.3%) mais ralentirait légèrement en 2023 (3.4%) du fait de la limitation des prix de l'électricité et de la baisse de la TVA mises en place. Les prévisions anticipent le prochain dépassement de la cote d'échéance au 1^{er} trimestre 2023.

Énergie

CORRÉLATION ENTRE LES PRIX DU GAZ ET LES PRIX D'ÉLECTRICITÉ



Source: Macrobond (moyennes mobiles sur une semaine)

Les prix du gaz ont fait flamber l'électricité

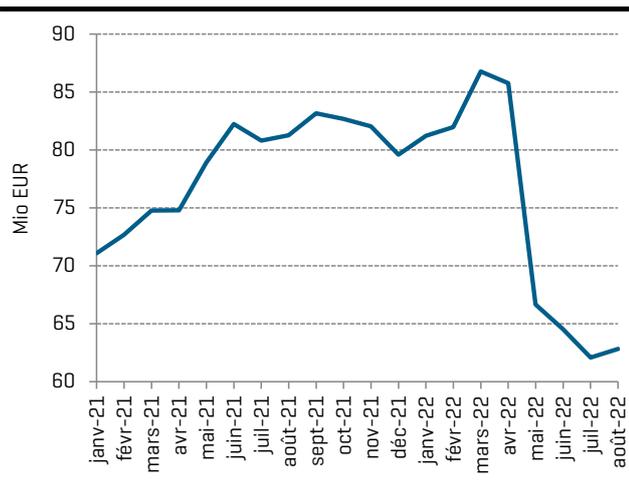
On observe un fort parallélisme entre le prix de gaz et celui de l'électricité sur les bourses énergétiques. Ceci découle du fonctionnement du marché de l'électricité, en particulier du mécanisme dit "merit-order", où la centrale de production avec les coûts marginaux les plus élevés détermine le prix. En réponse à la nouvelle rupture du flux de gaz provenant du gazoduc Nord-Stream 1 fin août, le prix du gaz au comptant a atteint des niveaux jamais vus et a entraîné au plus haut le prix de l'électricité.

Pour découpler le prix de l'électricité de celui du gaz, la Commission européenne analyse actuellement la possibilité d'une réforme du marché européen de l'électricité.

Au Luxembourg, après les annonces des fournisseurs d'énergie d'augmenter leurs tarifs de base pour le gaz de 85% à 115% à partir d'octobre, le gouvernement s'est engagé, à l'issue des négociations tripartites de septembre, à plafonner les hausses du gaz à 15% jusqu'à la fin de 2023. Le prix de l'électricité est gelé au niveau du mois de septembre 2022, car les tarifs de base, ainsi que les frais de réseau, pour l'électricité auraient également augmenté sans cette intervention.

Finances publiques

RECETTES D'ACCISES SUR LES PRODUITS PÉTROLIERS



Sources: Administration des douanes et accises, STATEC (données désaisonnalisées)

Fin du rabais des droits d'accise sur le carburant

Suite à l'accord tripartite de mars 2022, le Gouvernement avait réduit temporairement les prix de vente du gasoil et de l'essence de 7.5 centimes EUR/litre à travers une baisse des droits d'accise autonomes. De la mi-avril à fin août, les droits d'accise autonomes sur l'essence sans plomb sont ainsi tombés à 0 et le taux d'accise a nettement baissé pour le gasoil utilisé comme carburant (de 90.5 EUR/1000L à 26.4 EUR/1000L). Sur cette période, les droits d'accise sur les produits pétroliers collectés par l'Etat ont fortement diminué [-19% sur un an]. La baisse est comparable à celle du chiffre d'affaires en volume des stations-service [-17% sur un an en juillet].

En septembre, le Luxembourg et l'Allemagne ont arrêté les rabais à la pompe. En Belgique, le rabais de 17.5 centimes EUR restera en vigueur jusqu'à fin 2022. En France, il a augmenté de 18 à 30 centimes EUR en septembre, puis sera abaissé à 10 centimes en novembre. Avec ces différentes mesures, les différentiels de prix se creusent avec la France et la Belgique, ce qui va peser sur les volumes de carburants vendus au Luxembourg (déjà en baisse de 15% sur un an en juillet pour l'essence et de 21% pour le diesel). Les prix de vente constatés la semaine du 19 sept. au Luxembourg étaient plus élevés que les prix moyens pratiqués en France [différence de 9 centimes EUR] mais restaient plus faibles qu'en Belgique [-5 centimes sur l'essence, -15 sur le diesel].

Tableau de bord

	déc-21	janv-22	févr-22	mars-22	avr-22	mai-22	juin-22	juil-22	août-22	Moyenne des trois derniers mois	Même période de l'année précédente
Variations annuelles en %, sauf mention contraire											
Activité											
Production industrielle par jour ouvrable, en volume	8.1	1.3	2.9	-3.2	-0.6	-1.4	-2.2	...	...	-1.4	23.9
Production dans la construction par jour ouvrable, en volume	-5.8	5.8	5.7	-1.8	-4.0	3.2	-4.4	...	...	-1.9	23.3
Chiffre d'affaires en volume du commerce de détail hors vente par correspondance et carburants	4.9	6.6	-6.2	0.5	-6.0	-1.7	-4.1	-1.3	...	-2.4	4.9
Prix, salaires											
Indice des prix à la consommation (IPCN)	4.1	3.6	6.6	6.1	7.0	6.8	7.4	6.8	6.8	7.0	2.3
Inflation sous-jacente	2.3	1.4	4.2	3.5	4.2	4.5	4.8	4.7	5.1	4.9	1.2
Indice des produits pétroliers	46.9	48.7	51.7	56.9	59.2	49.7	56.3	43.6	36.0	45.2	28.9
Indice des prix à la production industrielle	26.3	25.7	24.4	24.9	30.3	32.9	30.1	25.3	...	29.4	6.1
Indice des prix à la construction ¹	9.3	11.6	11.6	11.6	13.9	13.9	13.9	...	...	13.9	5.2
Coût salarial moyen par personne (CNT)	5.2	7.0	7.0	7.0	...	...	...	...	...	7.0	1.6
Commerce extérieur											
Exportations de biens en volume	2.0	1.7	2.2	-0.5	-8.2	0.8	-2.9	-9.4	...	-3.9	10.2
Importations de biens en volume	1.7	4.7	4.5	7.6	6.9	4.2	2.6	4.5	...	3.8	14.6
Emploi, chômage											
Emploi salarié intérieur	3.7	3.8	3.6	3.7	3.6	3.6	3.5	3.6	3.3	3.5	3.0
Emploi national	2.8	3.0	2.9	2.8	2.6	2.5	2.5	2.8	2.7	2.6	2.3
Taux de chômage [en % de la population active, cvs, ADEM]	5.1	4.9	4.9	4.7	4.7	4.7	4.7	4.7	4.7	4.7	5.6

Source: STATEC

Cvs - corrigé des variations saisonnières, CNT - Comptes nationaux trimestriels

¹ Estimations sur base de données semestrielles

Repères

	Variation en % par rapport au trimestre précédent					
	2021 T1	2021 T2	2021 T3	2021 T4	2022 T1	2022 T2
Zone euro - Croissance en vol. du PIB [Commission européenne]	-0.1	2.0	2.2	0.5	0.7	0.8
Luxembourg - Croissance en vol. du PIB [Statec]	2.0	0.6	-0.3	1.7	0.7	-0.5
	Variation annuelle en %					
	2018	2019	2020	2021	Prévision 2022	Prévision 2023
Luxembourg - Croissance en vol. du PIB [Statec]	1.2	2.3	-0.8	5.1	2.0	4.0
PIB en valeur 2021: 72 295 Mio EUR						
Salaires minimum mensuel [depuis le 01/04/2022]: 2 313.38 EUR	Indice des prix à la consommation [08/2022] - base 1 ^{er} janvier 1948: 961.10					
Balance courante [T2 2022]: 610 Mio EUR	Moyenne semestrielle de l'indice rattaché au 1 ^{er} janvier 1948 [08/2022]: 954.51					
Population résidente [01/01/2022]: 645 397	Date prévue pour la prochaine indexation des salaires: T1 2023					

STATEC
 info@statec.etat.lu
 (+352) 247-84219
 www.statistiques.lu

Pour en savoir plus:
 Bastien Larue
 Bastien.Larue@statec.etat.lu
 (+352) 247-84339

Pauline Perray
 Pauline.Perray@statec.etat.lu
 (+352) 247-74236